

TRIBUNE DE GAUCHE

changer



Europe de l'Est: une évolution qui nous interpelle

GENEVE VOUS ACCUEILLE...



1-3, rue Chantepoulet (Plaza)
Tél. (022) 32 27 42

Voici votre bon restaurant chinois
au cœur de Genève

LE MANDARIN

... renommé pour sa
cuisine savoureuse et son ambiance
digne d'un centre
international de rendez-vous
dans cette ville...

LE CAFE DE PARIS

26, rue du Mont-Blanc

Grande spécialité d'entrecôte Café de Paris
servie jusqu'à 23 h.

Fr. 19.50 Service compris

Connu mondialement

Ouvert tous les jours

Tout pour le camping...

Saviez-vous qu'avec le gaz Butane
vous pouvez cuisiner, vous chauffer, vous éclairer
et même... vous doucher

Consultez

François TAGINI S.A.

84, rue Ancienne 1227 Carouge, Genève

Ouvert le samedi matin

Tél. 42.35.35/42.41.60

COUVERTURE : Pologne : des mineurs de Haute-Silésie pendant leur grève de septembre 1980
(Photo A. Dejean/Sygma).

PHOTOS : D. Channer : p. 8 ; A. Jaulmes : p. 7 ; L. Lasserre : p. 12 et 13 ; Narodowicz : p. 5 et 6 ;
Rengfelt : p. 14 ; M. Rusker : p. 10.

changer

TRIBUNE DE CAUX

Revue mensuelle
publiée par le Réarmement moral
Commission paritaire de la presse : N° 62060

Responsable de la publication :

Jean-Jacques Odier.

Rédaction et réalisation : Paul-Emile Dentan,
Jean-Marc Duckert, Philippe et Lisbeth Lasserre,
Daniel Mottu, Charles Piguët, Philippe Schweisguth,
Evelyne Seydoux.

Administration, diffusion : Nancy de Barrau,
Paulette Burnier, Maurice Favre, Hélène Golay,
Marcel Seydoux.

Société éditrice : Editions, théâtre et films de
S.A., Lucerne (Suisse).

Imprimerie : Publications Périodiques Spéciali-
sées, 01600 Trévoux (France).

France : 68, bd Flandrin, 75116 Paris.
Tél. (1) 727.12.64.

Suisse : Case postale 3, 1211 Genève 20.
Tél. (022) 33.09.20.

ABONNEMENTS ANNUELS (12 numéros)

France : FF 60 ; Suisse : Fr.s. 24. - .

Belgique : FB 450 ; Canada : \$17. - .

Autres pays par voie normale : FF 68 ou
Fr.s. 27. - . Pays d'outre-mer, par avion :
FF 75 ou Fr.s. 30. - . Prix spécial étudiants,
lycéens : FF 30 ; Fr.s. 15. - ; FB 225.

Verser le montant de l'abonnement :

France : à « Changer » (68, boulevard Flandrin,
75116 Paris), par chèque bancaire, ou par C.C.P.
32 726 49 T, La Source.

Suisse : à « Changer », C.C.P. 12 755, Genève.

Belgique : au Réarmement moral, 123, rue Th.-
De-Cuyper, Bte 39, 1200 Bruxelles, C.C.P. 000-
057 81 60-40 Bruxelles (avec la mention « abon-
nement Changer »).

Canada : par chèque bancaire au nom de « Tribune
de Caux », 387, chemin de la Côte Sainte-Catherine,
Montréal, Québec H2V 285.

Zone franc d'Afrique : par mandat de
3 750 francs CFA (abonnement avion) ou
3 400 francs (par voie maritime) à « Changer » (68,
boulevard Flandrin, 75116 Paris), C.C.P. 32 726 49 T
La Source France.

Que veut le Réarmement moral ?

La refonte de la société ne peut s'opérer en
définitive que par la transformation des hommes.
Tel est le principe.

Une école du changement où les hommes
apprennent à rechercher la volonté divine, à
respecter les valeurs morales et à les rendre
contagieuses. Tel est le cheminement.

Des équipes agissantes s'efforçant d'établir un
dialogue fécond là où règne l'antagonisme, de guérir
les hommes de leurs préjugés et de leurs haines
jusque dans l'arène sociale et politique ou dans les
relations internationales. Telle se présente l'action
sur le terrain.

Conçu à l'origine et poursuivi depuis plusieurs
décennies par des personnes animées par l'idéal
chrétien, le Réarmement moral se veut ouvert à des
hommes de toutes croyances dans un respect
mutuel et en vue d'un combat commun pour un
avenir meilleur.

Les conditions d'un changement

Les Français veulent le changement. Quel changement ? Et quel prix sommes-nous prêts à payer individuellement pour l'obtenir ?

Quelle que soit la forme de société que nous nous donnerons, cette société ne pourra se bâtir ni se développer sans le changement de nos motivations et de nos comportements.

Il y a un choix plus fondamental encore que l'option entre la gauche et la droite. La vraie alternative est entre le bien et le mal, dont l'appréciation se forme au niveau de notre conscience. Ni la droite ni la gauche n'ont le monopole du bien ou le monopole du mal. Les critères économiques doivent céder le pas à des critères moraux et spirituels. Sinon, quel que soit le régime de l'avenir, nous construirons une société irrémédiablement matérialiste, où l'individu perdra à jamais sa dignité et sa liberté. Honnêteté, pureté, dévouement et amour sont les composantes nécessaires de toute communauté. Refuser aujourd'hui de mettre un terme à l'abus de nos droits et privilèges, à nos habitudes de fraude, à nos compromissions, à notre réflexe permanent de

défense catégorielle rendrait vain demain tout changement de structures.

Les dirigeants politiques et les responsables des organisations économiques et sociales se doivent de montrer la voie en appliquant à eux-mêmes, dans leur action comme dans leurs déclarations, l'exigence de la vérité.

Si nous voulons être solidaires des plus défavorisés, nous ne pouvons prétendre, pour nous-mêmes et pour nos familles, à un niveau de vie toujours en hausse et un confort toujours accru ; il nous faut consentir à partager, donc choisir entre la satisfaction de nos appétits égoïstes et la solidarité à laquelle nous convient les immenses besoins de la communauté humaine.

En nous efforçant de respecter dans notre vie quotidienne le caractère absolu de ces principes moraux, nous, signataires de ce message, avons acquis la certitude que ce changement des mobiles et des comportements est possible et qu'il est le garant des changements sociaux auxquels nous aspirons tous. Il est la condition de toute liberté et de toute vie démocratique.

Ce « message aux Français » a été rédigé il y a presque quatre ans. Signé par une centaine de Français appartenant à diverses familles de pensée et animés par l'esprit du Réarmement moral, il a été remis personnellement ou envoyé à la plupart des candidats aux législatives de 1978, puis largement diffusé dans les milieux politiques.

Aujourd'hui, dans un contexte différent, l'actualité de ce texte n'en est que plus grande. Chaque Français, quelle que soit sa philosophie politique, porte en lui l'espoir d'une France différente où se côtoient justice et liberté. Encore faut-il qu'il comprenne mieux par quelles voies il peut participer lui-même aux transformations nécessaires.

Europe de l'Est: une évolution qui nous interpelle

par Pierre Spoerri

Pierre Spoerri est l'un des responsables du centre international de conférences du Réarmement moral à Caux, en Suisse. Résidant à Bonn, il a étudié les diverses tendances qui apparaissent en Europe de l'Est. Lors d'une récente visite aux Pays-Bas, il a fait une causerie sur ce sujet ; nous la reproduisons ci-contre.

VOICI un an, le nom de Lech Walesa, chef de file des syndicats Solidarité en Pologne, n'était pas même connu de la plupart de ses compatriotes. Aujourd'hui, peu nombreux sont ceux qui, au moins en Europe, ne reconnaîtraient pas ses moustaches tombantes et son regard qui passe si vite de la tristesse à l'exubérance.

Les journaux qui parlent de la Pologne ont beaucoup insisté sur l'éventualité d'une invasion par l'Union soviétique ou par les nations du pacte de Varsovie, et sur la relation assurément mouvementée qui existe entre Walesa et l'austère premier ministre, le général Jaruzelski. La question que je voudrais aborder est la suivante : quelles sont les conséquences pour l'Ouest des changements qui s'opèrent dans le monde communiste ?

Je n'ai jamais été en Pologne, mais j'ai eu l'occasion de me rendre en Tchécoslovaquie, en Allemagne de l'Est et en Yougoslavie. Quand on observe des pays dont les citoyens ont dû surveiller pendant si longtemps chacune de leurs paroles, on constate que les journaux, les livres et les conférences qui sont faites ont une valeur très limitée. Pour ces gens-là, la méfiance est devenue une seconde nature. Toute chose lue ou entendue doit être pesée très soigneusement.

Pourtant, les gouvernements les plus efficaces ne peuvent museler l'humour. Les plaisanteries et les dessins humoristiques réussissent à souligner la différence qu'il peut y avoir entre la théorie et la pratique : ils fournissent une bonne information sur ce que les gens pensent vraiment. En U.R.S.S., m'a-t-on dit, les histoires que l'on entend à Radio Erevan - capitale de l'Arménie - sont toujours très populaires. Voici la plus connue : « Qu'est-ce que le capitalisme ? L'exploitation de l'homme par l'homme. Qu'est-ce que le communisme ? C'est l'inverse. »

Récemment, la *Gazeta Krakowska*, principal journal de Cracovie, cœur de la culture polonaise, présentait un dessin humoristique montrant un dirigeant du parti ordonnant à un peintre de changer le slogan d'une affiche de « *demokracja* » à « *decoracja* ». Beaucoup de Polonais craignent en effet que la promesse de démocratisation ne devienne rien de plus qu'un travail de redécoration.

La littérature également peut nous éclairer. Jurek Becker, actuellement passé à l'Ouest, et Christa Wolf sont deux des écrivains d'Allemagne de l'Est les plus brillants. Dans des romans, dont l'action se situe dans les années trente et au début des années quarante, ils observent ce que les individus deviennent sous un régime totalitaire. Leur exemple est celui du national-socialisme, mais les lecteurs peuvent tirer leurs propres conclusions par rapport à la situation présente.

Entre toutes, la plus importante source d'information pour étudier les nouveaux développements de la pensée à l'Est provient de conversations personnelles dans lesquelles une relation de confiance s'est établie.

C'est à partir de tels contacts que j'ai pu dégager quatre thèmes dont l'importance est, je crois, considérable pour ceux d'entre nous qui vivons à l'Ouest.

1) Le communisme en tant qu'idéologie vivante et style de vie a échoué.

Il est peut-être difficile pour nous à l'Ouest, où les partis communistes et les idées marxistes font toujours preuve de vitalité, de comprendre à quel point les idées de Marx et de Lénine ont peu d'emprise sur le peuple polonais. Un responsable ecclésiastique qui s'est rendu en Pologne il y a deux ans m'a parlé d'un groupe d'étudiants qu'il avait rencontrés. Quand l'un d'entre eux a révélé avec hésitation qu'il voulait en savoir plus sur le marxisme, tous les autres se sont ri de lui. « Pourquoi ne vas-tu pas à l'Ouest ? lui ont-ils dit. C'est le seul endroit où tu peux encore trouver un marxiste. »

J'ai demandé à un intellectuel polonais de Varsovie en visite à Bonn ce qui se passerait s'il y avait des élections libres : combien de gens voteraient pour la liste de Solidarité, et combien pour les communistes ?

Il m'a répondu sans hésitation que les communistes obtiendraient moins de 5 % des voix, et Solidarité plus de 90 %. Ces pourcentages ont été récemment confirmés dans une enquête publiée dans *Paris-Match*.

On peut trouver une autre confirmation de cette tendance dans les exigences des ouvriers polonais telles qu'elles étaient formulées à Gdansk l'été dernier, dans celles des étudiants de Lodz et celles des agriculteurs de Rzeszow. Ils ne se limitent pas aux besoins immédiats, mais ils revendiquent la libération des intellectuels et des dissidents arrêtés, la liberté de la presse, la diminution des heures de formation marxiste dans les universités et la suppression des contrôles sur la vie religieuse.

S'il est vrai que la majorité des Polonais ne croient plus au communisme, comment en sont-ils venus là ? Ont-ils cessé d'y croire ? Ou bien n'y ont-ils jamais cru tout à fait, ne trouvant que récemment le courage de le dire ouvertement ? La vérité réside probablement à mi-chemin entre ces deux hypothèses. Après la guerre, le gouvernement communiste fit tout ce qu'il put pour gagner les habitants des centres chrétiens et intellectuels polonais. A Cracovie, ville natale du pape actuel, il a imposé la construction d'un quartier ouvrier, *Nowa Huta*, près du centre ville.

dans l'espoir que ces travailleurs convertiraient leurs concitoyens au marxisme. Mais, peu après l'achèvement de Nowa Huta, les ouvriers commençaient à manifester pour avoir l'autorisation de construire une église. Il a fallu quatre ans pour y parvenir, essentiellement avec des travailleurs bénévoles ; elle devint un symbole pour le pays et fut inaugurée par l'archevêque Wojtyła, devenu depuis le pape Jean-Paul II.

La visite du pape en Pologne a donné le courage à la population de s'exprimer ouvertement. Mon interlocuteur polonais m'a dit que cela avait rendu les gens conscients de leur unité et de leur puissance. Les grands rassemblements en plein air leur ont donné, par centaines et par milliers, l'occasion de montrer leur foi. La télévision nationale a essayé de minimiser la visite du pape, mais s'est finalement vue contrainte de lui donner toute son importance.

La corruption et la malhonnêteté au cœur du parti et du gouvernement ont joué leur rôle pour briser la foi que le peuple mettait dans le communisme. Le responsable de la télévision nationale, par exemple, possédait une demi-douzaine de maisons et de villas, entretenait un sauna pour ses amis, tenu par six Africaines, et fit installer une écurie pour son cheval favori sur son yacht dans la Baltique. La Pologne, comme l'U.R.S.S., possède sa *nomenklatura*, classe privilégiée ayant accès à magasins, restaurants, écoles, sanatoria et hôpitaux particuliers.

Les éléments corrompus sont progressivement et fermement éliminés. En dépit de la résistance que l'on trouve au sein même du parti, le processus semble maintenant irréversible. La prochaine étape à franchir pour les « réformateurs » sera d'obtenir que le congrès du parti ouvrier polonais (parti communiste) qui doit se tenir cet été donne son aval aux changements amorcés.

2) En tant que système économique, le communisme n'a pas tenu ses promesses. Il n'a pas réussi à assurer aux hommes logement, nourriture et travail.

Le premier gouvernement communiste polonais a hérité d'un pays riche doté d'une agriculture dynamique. Au point de vue idéologique, le gouvernement souhaitait promouvoir la collectivisation selon le modèle soviétique. Les dirigeants polonais savaient toutefois que les agriculteurs ne l'accepteraient pas. Quelques grandes exploitations ont ainsi été collectivisées tandis qu'un grand nombre de petits paysans ont pu continuer à cultiver leurs terres.

Si les dirigeants communistes avaient espéré qu'en donnant tout leur appui aux exploitations d'Etat ils feraient entendre raison aux petits fermiers, ils ont dû vite déchanter. Les petits exploitants ont souffert, mais ils n'ont pas cédé. Aujourd'hui, au côté des travailleurs et des étudiants, ils forment la troisième phalange du mouvement de réformes en Pologne. Ils sont bien conscients que s'ils refusent de produire la nourriture nécessaire au pays, toute l'économie s'effondrera.

Un des aspects de l'échec catastrophique de la planification économique en Pologne réside dans l'importance donnée à la grande industrie. Il faut cependant remarquer à ce propos que le rôle joué par l'industrie occidentale n'a brillé ni par son désintéressement ni par son héroïsme. Pour pouvoir vendre des équipements industriels, les pays occidentaux ont offert à la Pologne des crédits considérables qui ont abouti à la création d'entreprises non-économiques. Il faut voir là une des causes de la dette polonaise, qui se monte aujourd'hui à quelque 25 milliards de dollars. L'industrie occidentale a ainsi voulu se servir de la Pologne pour résoudre ses propres problèmes d'emploi et d'exportation, et cela avec des effets pervers sur l'économie polonaise.

3) La réconciliation entre la Pologne et l'Allemagne après la deuxième guerre mondiale revêt une signification historique aussi importante que le rapprochement franco-allemand.

Au cours de son histoire, la Pologne a été écartelée plusieurs fois entre l'Allema-

gne et la Russie. La division la plus récente – l'occupation par Hitler et Staline – s'est avérée particulièrement cruelle. Des deux côtés, cela a abouti à l'extermination de l'intelligentsia.

Lorsque Hitler et Staline ont conclu leur pacte de non-agression en 1939, Hitler a donné aux Russes trois petites démocraties baltes, qui sont devenues les Républiques soviétiques d'Estonie, de Lettonie et de Lituanie. Les agriculteurs allemands qui y résidaient en ont été chassés et ont reçu en compensation des exploitations dans les territoires polonais occupés par l'Allemagne. A la fin de la guerre, des milliers d'entre eux ont été massacrés, et parmi eux un oncle de ma femme et sa famille.

C'est pourquoi ceux qui, après la guerre, ont prêché la réconciliation et le pardon entre la Pologne et l'Allemagne occidentale ont eu à surmonter des obstacles considérables. La Guerre froide, qui a jeté ces deux pays dans des camps idéologiquement opposés, a encore découragé les deux gouvernements d'œuvrer dans ce sens.

Par la suite, au second concile du Vatican, en 1965, les évêques polonais ont écrit une lettre à leurs collègues allemands. « Malgré une situation qu'un passé accablant rend quasiment désespérée, pourrions-nous y lire, mais peut-être aussi à cause de cette situation, nous vous exhortons, frères bien-aimés, à en sortir et à venir vers nous : essayons d'oublier. En tant qu'hommes, et au nom de l'esprit chrétien, nous vous tendons la main par-dessus la table du concile : nous vous accordons notre pardon et nous sollicitons le vôtre. »



Une manifestation des paysans polonais

Deux semaines plus tard, les évêques allemands répondaient en ces termes : « Nous aussi, nous vous prions d'oublier, et même de pardonner. Car, si la capacité d'oublier est humaine, le fait de demander pardon fait appel à Celui qui a souffert l'injustice, pour que cette injustice soit vue par Dieu dans Sa miséricorde et qu'Il permette ainsi un nouveau commencement. »

Des délégations d'évêques polonais et allemands ont échangé des visites puis, en septembre 1978, le primat polonais, le cardinal Wyszynski, s'est finalement rendu en Allemagne.

Des hommes politiques allemands, de leur côté, appartenant à la majorité gouvernementale comme à l'opposition, sont allés voir leurs collègues à Varsovie. Le geste du chancelier Willy Brandt, s'agenouillant au pied du monument à la mémoire des morts du ghetto de Varsovie, constituait par lui-même un acte symbolique de réparation.

4) Le fait que les habitants de l'Europe de l'Est se détournent du communisme ne veut pas dire qu'ils se tournent vers la philosophie de vie occidentale. Ils cherchent quelque chose de nouveau, et c'est là peut-être notre salut aussi bien que le leur.

En quoi consiste cette nouvelle façon de vivre ? Quelques lectures et entretiens m'ont amené à certaines conclusions à ce sujet.

Premièrement, et de façon évidente, les Européens de l'Est veulent la liberté. Un éditorialiste allemand écrivait récemment : « Le nouveau syndicalisme polonais est appuyé par les masses, mais il ne peut empêcher ses adhérents de formuler des revendications excessives. Il est clair que les gens ne se contentent pas d'un petit bout de liberté. Ils veulent la liberté, un point c'est tout. »

Mais ils n'aspirent pas seulement à la liberté politique. L'été dernier, Lech Walesa faisait la déclaration suivante : « Mon objectif n'est pas de créer un mouvement syndical libre, mais de nettoyer la Pologne de la corruption. » Un bon nombre des récentes menaces de grève en province étaient motivées non pas par des questions de salaires, mais par la volonté d'éliminer tel ou tel officiel qui avait abusé de sa position de responsabilité.

A cette quête de liberté s'allie un désir d'une société de désintéressement. Un fonctionnaire du parti en Yougoslavie me disait récemment : « Pendant la guerre et la révolution, nous étions prêts à tous les sacrifices. Nous étions prêts à donner notre chemise et à attendre des semaines sans être payés si c'était nécessaire. Aujourd'hui, nous voulons être payés pour tout. »

Sous les armoiries de Pologne et le crucifix, Lech Walesa et le comité de « Solidarnosc ».



Il est certes plus facile de faire preuve de désintéressement lorsqu'on est au milieu de la lutte révolutionnaire que lorsque le pouvoir vous donne l'occasion de satisfaire votre intérêt personnel et celui de votre famille. Pour les dirigeants de Solidarnosc, ce sera là une pierre de touche.

Le troisième sujet qui se dégage des conversations avec les Européens de l'Est est la question du **pardon**. Dans un livre récent, Sandor Kopasci, chef de la police de Budapest au moment du soulèvement hongrois de 1956, décrit une visite que lui a rendue Szalay, le procureur général qui l'avait fait condamner à la prison à vie à partir de preuves forgées de toutes pièces. Szalay lui demanda : « Pouvez-vous pardonner ? » Kopasci répondit : « Au nom de qui me posez-vous cette question ? » L'autre reprit : « Au nom de celui que j'ai renié et que vous avez renié, au nom de notre Seigneur et Sauveur Jésus-Christ. »

Les conversations font enfin apparaître deux autres éléments : la question de la **collégialité** et celle de la **coopération entre générations**. Une femme yougoslave, cadre dirigeant du parti communiste et des syndicats, se trouvait il y a quelque temps parmi les invités à une réception que nous avons donnée avec quelques collègues du Réarmement moral. A la fin de la soirée, faisant un geste en direction d'un homme plus âgé, elle me demanda : « Est-ce votre idéologue en chef ? » Lorsque je lui répondis que nous n'avions ni idéologue en chef ni autres chefs, elle parut fort surprise. « Voulez-vous dire que vous parvenez à mener votre action sans hiérarchie, que vous prenez les uns et les autres une commune responsabilité sous forme collégiale ? » Manifestement elle avait abandonné tout espoir en une telle collégialité, que ce soit sur le plan gouvernemental ou syndical.

En Pologne, les générations semblent unies dans la tâche de reconstruction nationale. En Yougoslavie, en revanche, j'ai constaté de réelles tensions entre parents et enfants (une scène à laquelle nous sommes habitués en Occident). Lorsque la théorie et la pratique ne coïncident plus, la jeune génération semble ne trouver d'autre issue que dans la révolte.

Aux Occidentaux qui se demanderaient ce qu'ils pourraient faire pour aider les Européens de l'Est, je ferais trois suggestions. Premièrement, **intéressez-vous vraiment à leur histoire, à leur situation actuelle, à leur langue**. Beaucoup d'entre eux ont l'impression que nous, en Occident, ne nous préoccuons nullement de leur sort. Souvent nous pensons à l'Europe comme s'il ne s'agissait que des Neuf ou des Dix. Parfois, les gens de l'Est sont des Européens plus convaincus encore que nous-mêmes.

Deuxièmement, sachons **nous faire des amis** en Europe de l'Est. Comme le dit l'écrivain sud-africain Laurens van der Post dans un de ses livres, on ne peut pas haïr un peuple dont un citoyen est devenu votre ami.

Troisièmement – et c'est peut-être là l'étape la plus difficile – **jetez sur votre propre pays et sur votre façon de vivre un regard suffisamment lucide** pour comprendre ce qui pourrait empêcher un Européen de l'Est d'y trouver une foi véritable en Dieu et en l'homme. Un certain nombre de gens de l'Est qui se sont réfugiés dans le « monde libre » ont été amèrement déçus. Ils ont mis leur confiance dans nos théories et ont souffert de notre pratique.

Nous avons beaucoup à apprendre des Européens de l'Est. Si nous le voulons, nous pouvons aussi leur donner quelque chose.

La Tunisie à cœur ouvert

par Frédéric Chavanne et Antoine Jaulmes

Hatem Akkari, étudiant tunisien à Paris, nous a invités, avec un ami britannique, Peter Riddell, à faire une tournée de quinze jours dans son pays. « J'ai le bonheur d'appartenir en même temps à deux mondes, d'une part au monde arabo-musulman — puisque je suis tunisien — et d'autre part au monde occidental — puisque je vis en France depuis onze ans », écrit-il dans une lettre où il explique son initiative en vue de réunir les fonds nécessaires (1). Conscient de la longue suite d'incompréhensions qui sépare nos deux mondes, il écrit : « A l'époque coloniale, des liens étroits ont été établis entre la France et la Tunisie. Aujourd'hui, ce voyage revêt pour moi une valeur symbolique car il représente pour notre génération l'établissement de relations nouvelles ; au-delà, il signifie le rapprochement de l'Orient et de l'Occident et du Nord et du Sud. » Nous vous livrons quelques impressions de ce voyage.

Minuit et demi : au bout du chemin creux bordé de figuiers de Barbarie, posant nos valises, nous frappons à la fenêtre. Au bout d'un moment, Si Amar, qui sera notre hôte pendant une semaine, vient nous ouvrir. Quelques minutes après, c'est toute la maisonnée qui est en émoi : on nous prépare un repas : le temps ne compte pas.

Pour Hatem, c'est l'instant des retrouvailles et l'échange des nouvelles familiales nous entraîne tard dans la nuit. Les jours suivants, ce sera rarement avant une heure du matin que nous viendrons réveiller Si Amar à son carreau. Mais sa patience ne semble pas avoir de limite. « Vous êtes comme mes enfants », nous dit-il plusieurs fois.

Cette hospitalité tunisienne, nous la retrouverons tout au long des visites que nous multiplierons à Sfax comme à Tunis. S'il est une richesse en Tunisie, c'est celle des hommes. Une spontanéité du cœur

(1) Nos économies n'ayant pas suffi à couvrir tous les frais, notre budget a pu être bouclé grâce à l'aide généreuse d'une douzaine de personnes dont trois Tunisiens.

que l'on sent dans l'empressement à vous recevoir pour un repas, à vous offrir ce qui peut être offert, que ce soit de la musique au transistor, des oranges qu'on vient d'acheter, des fleurs cueillies au jardin ou une friandise pour améliorer le petit déjeuner.

Pays méditerranéen, riche d'oliviers qui s'étendent à perte de vue et dont l'huile est réputée, la Tunisie semble assez industrielle. La bâtiment va bon train, beaucoup d'habitants faisant de la construction de leur maison une priorité.

C'est un pays du tiers monde dont l'économie libérale est tournée vers l'alimentation des marchés européens et notamment français. A Sfax, ville réputée pour son activité économique intense, un industriel nous fait visiter deux de ses usines de confection, montées en association avec deux groupes allemand et français et fonctionnant sous protection douanière (c'est-à-dire matières premières venant exclusivement de l'étranger et produits finis y retournant).

En Tunisie, après soixante-quinze ans de protectorat français puis vingt-cinq ans sous le régime du parti unique néo-

destourien du président Habib Bourguiba, il est surprenant de constater l'intérêt de tous pour la politique, en particulier chez les jeunes. Dans nos conversations, la question de la démocratisation revient souvent. Selon un haut fonctionnaire du ministère de l'Équipement avec qui nous prenons le café, elle est déjà bien engagée. Selon un secrétaire dans une entreprise privée, membre de l'ancien Destour (parti qui s'organisa pour conquérir l'indépendance), elle n'est délivrée qu'au compte-goutte. Quoi qu'il en soit, quelque chose est manifestement en marche.

« On écrit beaucoup plus librement depuis quelques mois dans les journaux », nous dit un médecin de Tunis qui songe à créer avec quelques amis un nouveau parti si l'ouverture démocratique se précise. « On peut parler sans crainte d'être dénoncé tant qu'on n'insulte pas le président ou le premier ministre. » Au congrès extraordinaire du parti qui se tient pendant notre séjour, le président lui-même affirme qu'il n'y a plus de raisons d'empêcher d'autres partis de se constituer.

Pays musulman, la Tunisie fait figure de pays pacifique. Cependant, un malaise se fait sentir parmi la jeunesse depuis une dizaine d'années et cet hiver les troubles ont été particulièrement sévères : deux mois de grève dans les universités et les lycées donnant souvent lieu à des manifestations violentes.

Des étudiants et des professeurs, nous en rencontrons beaucoup, une des raisons de notre venue étant d'inviter des Tunisiens à participer à la conférence animée par les jeunes dans le centre international de Caux sur le thème « Chacun compte ». « C'est exactement ce qu'il me faut », s'exclame le directeur d'un lycée de Tunis en lisant le texte d'invitation de cette session. Pendant toutes ces semaines de troubles, il a passé des heures à discuter avec ses élèves.

Nous avons trouvé le chef de cabinet du ministre de l'Information assez préoccupé

(fin page 11)



Pour appeler les fidèles à la prière, le minaret domine chaque quartier.



Dans la maison de Si Amar

Au mois de mars dernier, un institut indien de recherches sur les relations sociales, l'Institut Xavier, dont le siège est à Jamshedpour, grand centre sidérurgique de l'Etat du Bihar, a décerné à Rajmohan Gandhi, petit-fils du mahatma et éditeur de la revue Himmat, la médaille d'or « Jehangir Ghandy pour la paix sociale ».

« Par le mouvement du Réarmement moral, auquel il est associé depuis vingt-cinq ans, peut-on lire dans la citation accompagnant ce prix, par le centre d'Asia Plateau à Panchgani, par la revue Himmat, dont il assume la responsabilité depuis 1964, par de nombreux articles, discours, spectacles organisés aux quatre coins du pays, Rajmohan Gandhi s'est consacré avec opiniâtreté et énergie à la tâche



qu'il s'était fixée : la réorientation morale de ses compatriotes considérée comme le préliminaire à tout vrai progrès humain et économique.

« C'est à cause de toutes ces réalisations, de la contribution de Rajmohan Gandhi à la croissance économique et au développement national de l'Inde, et surtout à cause de l'attitude morale exemplaire, de l'énergie inépuisable et de la simplicité qu'il a mises au service de son pays que l'Institut Xavier a décidé de lui décerner la plus prestigieuse de ses récompenses, la médaille Jehangir Ghandy. »

Nous publions ci-dessous les principaux extraits du discours prononcé par Rajmohan Gandhi lors de la cérémonie de remise de cette récompense.

Une philosophie des rapports sociaux

par Rajmohan Gandhi

Dans notre pays, la paix sociale dépend et de l'état de santé de la nation et du contexte mondial. L'augmentation des prix, qui est souvent causée par des facteurs extérieurs, déclenche inévitablement une augmentation des revendications syndicales. Un gouvernement faible, par ailleurs, risque d'encourager des attitudes déraisonnables. Par contre, un gouvernement qui tolère des liens entre les milieux politiques et les milieux du crime risque de voir se produire une paralysie de l'activité industrielle, ce qui n'est pas tout à fait la même chose que la paix sociale !

Il est vrai que la vie politique, l'administration et la police de notre pays ont des aspects peu reluisants et que le besoin est grand d'y voir s'y engager des hommes dévoués.

De même qu'il faut se méfier de ceux qui promettent des changements du système d'où sortiraient monts et merveilles, de même il ne faut pas sous-estimer ce que peuvent accomplir des personnes intègres douées d'idées nouvelles.

La politique du bâton

La tentation totalitaire peut s'emparer tout aussi bien du simple citoyen que de l'homme politique. On agite souvent, dans les salons ou aux cocktails mondains, l'idée que la politique du bâton saura ramener les méchants à la raison, qu'ils soient capitalistes ou syndicalistes.

Or il semble impossible, par une telle politique, de gouverner un pays de la taille de l'Inde, avec l'immense diversité de la population. Même en admettant qu'un dictateur soit impartial et désintéressé, il aura besoin de milliers d'agents et ce sont eux qui manieront le bâton sans contrôle ni cadre légal, sans restriction ni scrupules. La façon dont la démocratie indienne fonctionne est certes loin d'être satisfaisante, mais je prédis qu'une période prolongée de dictature nous ferait rapidement regretter les imperfections d'aujourd'hui.

Grâce à leur ingéniosité et à leur bon sens, les Indiens arrivent à vaincre bien des difficultés de la vie, qu'ils soient entassés dans un compartiment de chemin de fer ou dans des logements exigus, qu'ils doivent lutter contre la faim, la sécheresse ou l'érosion de leurs terres durant les inondations. Parallèlement à cette ingéniosité, l'Indien jouit d'une liberté qui fait l'orgueil et l'espoir de notre pays. Faisons donc le nécessaire pour éliminer la corruption là où elle est présente et ne succombons pas à la folie de renoncer à notre démocratie.

Les industriels sont partisans de la libre entreprise, mais pas de la liberté syndicale – une liberté qui fait que les syndicats sont prêts à revendiquer n'importe quoi, sans se soucier de ce qu'ont, ou n'ont pas, les minorités ethniques ou les Harijans (1) privés de leurs terres. Pourtant le désir d'avoir davantage est tout autant naturel de la part de l'ouvrier qualifié, du cadre ou de l'employé que de la part de l'industriel. Il n'est pas possible de prôner la liberté et un système de stimulants pour les dirigeants tout en exigeant des salariés qu'ils se soumettent à des restrictions et à des contrôles. Par contre, on peut

associer profit et productivité car, en agissant ainsi, on mobilise au service de la communauté l'intérêt personnel des représentants du capital et des salariés.

Les employeurs ont parfois l'impression que les dirigeants syndicaux ont intérêt à ce qu'il y ait des conflits. Cela est sans doute vrai à court terme mais, à long terme, même le dirigeant syndical le plus belliqueux a intérêt à ce qu'un accord soit trouvé.

La paix sociale règne et règnera là où les deux parties ont intérêt à ce qu'il y ait un accord. C'est cette convergence d'intérêt qui est facteur de paix. Hélas, que de temps et d'argent perdus avant que, de part et d'autre, on en soit vraiment conscient !

Une nouvelle morale

Plus important encore, parce que plus noble, est le facteur de la conscience humaine car chaque individu est doué d'une conscience, de la même façon qu'il détient en lui le sens de son propre intérêt. Mais nous traitons souvent notre conscience de la mauvaise façon : nous ne lui accordons aucune place, nous croyons être plus heureux sans elle, nous faisons tout pour l'endormir, parfois même nous la tuons.

Raviver les consciences n'est certes pas l'affaire de l'Etat. Ce n'est pas son rôle de remplacer Dieu. Son rôle consiste à punir les criminels, non à convertir les pécheurs. L'Etat doit aussi organiser les comportements économiques. Plutôt que de favoriser la poursuite des intérêts personnels, il devrait aider à résoudre les conflits par la recherche des intérêts communs. Dès que le bien-être de la communauté est menacé, c'est l'Etat qui doit intervenir. Mais il doit toujours se souvenir qu'il n'est pas et ne peut être la conscience de la nation ; qu'il court toujours le risque de la tyrannie ; et que ses fonctionnaires – qui sont aussi humains que nous – et tout autant conscients de leurs intérêts personnels – risquent toujours de travailler pour eux-mêmes et non pour le bien commun. C'est pour cela que j'accepte que l'Etat exerce une fonction de police pour faire appliquer les lois déterminées par la communauté, mais non pas qu'il joue le rôle de directeur moral ou spirituel des consciences.

La convergence des intérêts personnels crée richesse et travail, mais seulement jusqu'à un certain point. De même l'Etat, s'il est avisé et prudent, peut contribuer à la création de ces richesses, mais jusqu'à un certain point seulement. Au-delà d'autres problèmes surgissent : l'amertume qui persiste souvent après qu'un conflit a été réglé ; le manque de considération ressenti par tel ou tel groupe qui n'a pas bénéficié du règlement du conflit, etc. On peut faire face à ces réalités en donnant la preuve que travailleurs et chefs d'entreprise peuvent dépasser leurs intérêts propres en prenant à cœur la poursuite des grands objectifs nationaux (développement rural, économies d'énergie, protection de l'environnement notamment). Un tel engagement pourrait déboucher sur une nouvelle morale nationale basée sur les valeurs de service, de qualité, de devoir. Une telle morale, précisons-le, ne saurait naître des injonctions des dirigeants syndicaux, patronaux et politiques. Elle naîtra au fur et à mesure que chaque citoyen se soumet aux injonctions de sa conscience, de son Dieu pour les croyants.

N'ignorons pas, je vous en conjure, les milliers de jeunes gens qui, du fait des dures conditions de vie qui règnent dans notre pays, ont été acculés à une politique de haine et de violence. Ce n'est pas le fait que le communisme, dans un pays après l'autre, donne la preuve de son échec, qui apaisera la passion de leur cœur, car cette passion a surgi face à l'égoïsme, à l'indifférence, à la pauvreté et à la mort. Ce n'est pas le paradis sur terre qu'ils bâtissent, car on ne construit pas une maison d'amour avec des outils de haine. Le tourbillon de la violence engloutira plus d'amis que d'ennemis. Qu'est-ce qui les sauvera de l'illusion et du désastre sinon une autre passion, une passion pour le changement, née de leur détermination à agir selon les impératifs de leur conscience ?

L'homme qui se met à l'écoute de sa voix intérieure et s'engage sur la voie de ce changement se mettra à comprendre l'autre comme s'il était à sa place, que ce soit le collègue de travail avec lequel il ne s'entendait pas, l'adversaire à qui il en voulait ou celui auquel il n'avait même pas prêté attention. Il se rendra compte soudain de la double échelle de valeurs dont il s'est servi et dont nous nous servons tous à un moment ou à un autre quand nous nous jugeons nous-mêmes selon notre idéal et les autres selon leurs actes.

Si notre voix intérieure nous permet d'avoir une vue plus objective de nous-mêmes et des autres, notre champ de responsabilité s'agrandit également. Dépassant les questions d'argent, de profit, de pouvoir, de prestige, mes préoccupations engloberont peu à peu les autres, les autres groupes et le pays dans son ensemble, elles dépasseront ses frontières, elles embrasseront la terre entière.

Famille humaine

Des individus faibles et corruptibles, ramassis d'impulsions égoïstes, se mettant à penser aux besoins du monde, quoi de plus absurde ? Bien au contraire. Les agriculteurs ne devraient-ils pas penser aux ouvriers des villes et vice-versa ? Les conflits sociaux ne proviennent-ils pas de l'étroitesse de nos préoccupations ? Les tensions dans le nord-est de l'Inde, où menace la sécession, ne sont-elles pas le résultat de l'indifférence et de l'ignorance dont ont fait preuve les Indiens du reste du pays ? Les squelettes vivants des nations pauvres ne devraient-ils pas être constamment présents à l'esprit des dirigeants des nations riches ? Après tout, l'humanité est faite de l'ensemble de la collectivité. Nous faisons tous partie de la même famille humaine.

Supplions Dieu de rendre nos cœurs plus sensibles à toutes les souffrances humaines : chez nous et au loin, en Afghanistan et en Afrique du Sud, en Amérique latine et en Pologne. Membres de la famille humaine, nous devrions en faire nôtre l'héritage : le mahatma Gandhi, Lincoln, Jeanne d'Arc, Confucius font partie de cet héritage. Ils vous appartiennent à vous et à moi.

Si je m'intéresse à la paix sociale, c'est parce que j'y vois un moyen de façonner un monde où les hommes apprennent à aimer et à partager.

(1) Les Harijans (« Enfants de Dieu » en hindi) sont les anciens intouchables auxquels le mahatma Gandhi et la Constitution indienne ont redonné droit à la dignité mais qui restent souvent les plus pauvres des Indiens.

Le triple souci des Britanniques

A l'invitation de leurs collègues britanniques, une douzaine de responsables du Réarmement moral, de sept pays du « continent » et des Etats-Unis, sont allés passer dix jours à Londres et dans le nord de l'Angleterre. Il s'agissait d'une part d'améliorer la qualité des échanges avec un peuple qui est en train de s'amarrer à l'Europe, d'autre part de sensibiliser les Britanniques au programme des rencontres de Caux 1981. Philippe Lasserre, qui faisait partie de ce groupe avec son épouse, relate ci-dessus les impressions qu'il a rapportées de son séjour.

Un piège historique

L'Irlande du nord, les relations intercommunautaires et la crise économique sont en ce moment les trois principaux sujets de préoccupation des Britanniques. On sent chez la plupart d'entre eux une grande inquiétude, mais de cynisme point. Si bien qu'on se surprend à penser : grâce à sa combativité et à son opiniâtreté, ce peuple, presque résigné à ne plus être la première puissance mondiale, saura trouver les solutions nécessaires et assumer sa destinée dans le monde d'aujourd'hui.

De nouveau la violence et la mort frappent quotidiennement à Belfast et dans d'autres villes de l'Ulster. Pour ceux qui ont toujours osé espérer que la paix et la réconciliation étaient possibles, c'est le découragement. Plus personne ne sait d'où viendra la vraie solution. La fermeté du gouvernement de Londres face aux « suicides par la faim », sa détermination à faire respecter « la loi et l'ordre » à tout prix semblent cacher une perplexité proche de la paralysie quant à la solution à apporter à long terme. Au petit groupe de chrétiens venus leur demander quelle issue serait envisageable s'ils se mettaient à « agir selon les impératifs de leur conscience », deux hauts fonctionnaires du ministère des Affaires irlandaises n'ont su que répondre : « N'amenez pas la conscience là-dedans. Il nous faut avant tout assurer le maintien de l'ordre. »

Le découragement est d'autant plus grand que tout le monde sait qu'un éventuel départ des Britanniques — contre lesquels se concentrent en ce moment toutes les attaques de l'I.R.A. — ne résoudre rien et que les affrontements reprendraient de plus belle entre les « Républicains » et les « Loyalistes » protestants.



Le président de l'I.S.T.C. (syndicat de la sidérurgie), Eddie Makepeace (à gauche), et un ouvrier de Llanwern, Tommy Sexton.

Quelques protestants courageux se risquent maintenant à dire en privé : nous sommes prêts à partir et à laisser le pays aux catholiques. Une telle démarche impliquerait toutefois une prise de conscience de la responsabilité collective de leur communauté dans son ensemble. Est-ce possible ?

« Ce conflit remonte à plusieurs siècles, nous disait un éminent prélat anglican, membre d'un groupe d'hommes de divers bords qui s'efforcent de trouver des ouvertures à ce problème lancinant, mais nous n'avons pas à rester éternellement prisonniers de ce piège historique. Ce sont d'ailleurs nos amis de l'extérieur qui pourraient le mieux nous aider. »

« L'affaire irlandaise ne concerne pas les seuls Britanniques, observait récemment un visiteur français à Londres. Tous les Européens doivent se sentir interpellés. »

Se pourrait-il que les premiers pas vers la recherche d'une solution soient esquissés loin du théâtre du conflit, peut-être à la faveur des contacts qui s'établissent lors des sessions du Parlement européen, peut-être à Caux, peut-être ailleurs ?

Les relations intercommunautaires

Bien que le nombre d'immigrés en Grande-Bretagne soit sensiblement le même qu'en France, la situation semble beaucoup plus explosive, sans doute à cause de l'origine ethnique des différents groupes de « Britanniques noirs » (Black British) d'une part et d'autre part parce que ces populations sont concentrées dans de véritables ghettos à Londres et dans les grands centres industriels.

« Dans l'ensemble, l'opinion se fait beaucoup de souci à ce sujet, nous

expliquaient nos hôtes, qui nous ont fait rencontrer à chaque étape des personnalités responsables aux prises avec ce problème. Pourtant, la situation varie énormément d'un endroit à l'autre. A Newcastle-Upon-Tyne, par exemple, les relations sont bonnes. Ailleurs, par contre, la situation est très difficile. » A Brixton, notamment, le quartier de Londres où se sont déroulées des émeutes violentes au mois d'avril. A Liverpool également, où le problème est aggravé par les rivalités entre différentes générations d'Antillais et par le taux de chômage particulièrement élevé. Quand les relations entre les communautés sont bonnes, c'est grâce à la collaboration qui s'est établie entre telle ou telle association de citoyens et les autorités municipales ou régionales, y compris les responsables de la police d'une part, et les animateurs des groupements d'immigrants et les *Racial Community Officers*, des services semi-officiels que sont les « Bureaux de relations intercommunautaires » d'autre part.

Le miracle de Llanwern

« Nos problèmes viennent de ce que nos syndicats, dont les premiers ont été fondés il y a un siècle et demi, nous ont mis dans un moule, nous a dit le président des métallos (A.U.E.W.) pour la région de Coventry. A l'époque, les unités industrielles étaient très petites, d'où la multiplication et la variété des syndicats. » Ce n'est là qu'un aspect du problème, dans cette crise qui a sur presque tous les points les mêmes causes structurelles et conjoncturelles que dans le reste du monde industrialisé. Il n'en reste pas moins que cela joue un rôle non négligeable dans les difficultés de l'Angleterre.

Evoquant la grève de la sidérurgie, en 1980, Dick Cosens, ancien ouvrier dans l'aéronautique, nous raconte les événements qui ont abouti au sauvetage de l'aciérie intégrée de Llanwern, dans le sud du Pays de Galles, une des plus modernes du pays. Selon le plan de la British Steel Corporation (la sidérurgie britannique est nationalisée), il fallait soit fermer Llanwern ou une autre aciérie de la même région, soit les rendre l'une et l'autre compétitives, au prix d'importantes réductions de personnel. La poursuite de la grève nuisait, évidemment, à la recherche d'une solution. Par l'intermédiaire de Cosens, un des syndicalistes de l'usine, William Jenkins, a accepté de rencontrer, en privé, le secrétaire d'Etat chargé de ces questions. Il était « couvert » par sa section et par le secrétaire général du syndicat de la sidérurgie (I.S.T.C.). « Maintiens le dialogue, mais sois prudent », lui avait-on dit simplement.

Huit réunions non-officielles entre le secrétaire d'Etat et des représentants du personnel devaient suivre ce premier contact. Il s'agissait de savoir si les ouvriers non seulement accepteraient de

reprendre le travail, mais feraient tous les efforts nécessaires pour améliorer la productivité de l'entreprise. La direction leur avait fait savoir que le carnet de commandes était en train de se vider, qu'il était impératif que le travail reprenne et que c'était à eux, les syndicalistes, de faire comprendre aux clients qu'ils pourraient à nouveau compter sur Llanwern.

Entre temps, Jenkins eut l'occasion de rencontrer un membre du patronat gallois. « Jusqu'à ce moment-là, devait déclarer ce dernier, l'avenir de cette usine était le moindre de mes soucis, mais après avoir rencontré Jenkins, j'ai changé d'avis. » Ce qui l'a amené à organiser une réunion entre six des clients de British Steel et un groupe de syndicalistes de la sidérurgie. « Nous sommes prêts à assumer notre part de responsabilités pour satisfaire la clientèle dans les domaines de la qualité, des délais de livraison et de la productivité, leur dirent les syndicalistes. » A la reprise du travail, les décisions concernant les réductions de personnel furent prises de concert avec le syndicat.

« Aujourd'hui, peut-on lire dans un article du journal de l'I.S.T.C., l'usine de

Llanwern est la meilleure de Grande-Bretagne, la deuxième d'Europe pour la productivité. Sa compétitivité a été grandement améliorée grâce à plusieurs démarches : le changement le plus important a été un accord complet sur les méthodes de travail.

« La flexibilité est maintenant totale entre tous les services. Les hommes ont appris à être interchangeable dans la limite de leurs compétences. »

Ceci représente un immense changement, quand on sait combien les « pratiques restrictives » ont été un obstacle majeur au développement de la productivité dans l'industrie anglaise. « Par exemple, reprend l'auteur de l'article, pour changer le verseur d'un bac en argile, il fallait autrefois six hommes représentant trois spécialités. Maintenant ce travail est fait par un seul homme. »

D'après le directeur du personnel de Llanwern, cité dans ce même article, « tous ceux qui sont restés ont choisi de rester et de se battre pour que l'usine marche. C'est pour cela que, malgré la crise, le moral est bon et l'engagement des hommes total. Ce qui s'est passé à Llanwern est un petit miracle. »

Philippe Lasserre

TUNISIE

(suite de la page 7)

par les extrémistes marxistes et islamistes qui participent à cette agitation estudiantine. Nous rencontrons notamment des marxistes dans deux maisons de jeunes, à Sfax et à Tunis, où nous projetons des montages audio-visuels sur des expériences de changement suscitées par le Réarmement moral au Brésil et à Chypre. L'un de ces étudiants nous invite à rencontrer ses amis d'un ciné-club de la banlieue de Tunis.

Nous avons aussi le privilège d'être invités au mariage d'un représentant de la tendance islamique. Ce courant s'efforce d'offrir une doctrine politique qui trouve ses racines dans l'Islam et qui, dans certains cas, s'inspire de la révolution iranienne. « J'ai été dix ans marxiste-léniniste avant de devenir islamiste », nous dit un jeune professeur d'histoire et géographie rencontré ce soir-là.

Dans l'ensemble, les critiques se sont faites nombreuses sur cette tendance intégriste. Un de nos interlocuteurs appellera ses protagonistes « les porteurs de gourdin » ! Une assistante à l'université nous dit toutefois : « J'aime aller enseigner aux classes où il y a des islamistes. » Elle apprécie en particulier chez eux une certaine motivation. « Mais je les crains quand ils sont en groupe », ajoute-t-elle. Si les deux tendances opposées dont nous venons de parler gagnent beaucoup d'adeptes parmi les jeunes, elles restent néanmoins minoritaires.

La majorité des jeunes que nous rencontrons sont des gens pour qui leur foi

musulmane est essentielle ; on sent en eux le grand respect de l'homme intègre. Ils apprécient aussi ce qui a motivé notre venue en Tunisie. « Vous devez être une minorité en Europe », nous dit un épicier. « Je crois au changement de l'intérieur », affirme une étudiante lors d'une réunion organisée par quelques-unes de ses camarades à Tunis. « Je voudrais rejoindre votre mouvement. Que pouvons-nous faire en Tunisie ? » ajoute une autre participante. Elle ne sera pas la seule à nous poser la question.

Pour nous quatre, cette expédition est le prolongement naturel d'une amitié que nous avons établie depuis quelques années. Cette amitié et cette confiance entre nous ont permis d'ouvrir beaucoup de portes et ont facilité des échanges en profondeur. Elle nous aura aussi aidés à écouter, comprendre, aimer, nous remettre en question.

Il n'est pas facile de sortir de nos jugements de valeur, issus de nos schémas de pensée occidentaux, pour nous ouvrir à ce qui est différent, et pour sentir ce qui procède du cœur ; mais c'est la condition d'un enrichissement réciproque.

Notre séjour nous a amenés à entrevoir ce que pourrait être le rôle de la Tunisie, où se trouve maintenant le siège de la Ligue arabe, depuis les accords de Camp David. Elle pourrait aider les pays arabes à sortir du faux dilemme : imiter ou réagir contre l'Occident. Elle pourrait aussi, par sa force morale, apporter au monde l'exemple vécu, par le dirigeant comme par le citoyen ordinaire, d'hommes soumis à Dieu. Car telle est la signification du mot islam.

Son ménage est assuré à la « Winterthur »



Ici et à son domicile.

Avec une seule et même police.

A un prix très raisonnable.

Assurance responsabilité civile

privée comprise.

C'est tellement simple!

winterthur
assurances

Toujours près de vous.
Même à l'étranger.

Connaître la Lorraine

Une quarantaine de Lorrains, dont le sénateur-maire de Briey, le Dr Martin, et un député de Metz, M. Jean Laurain, se sont joints à différents moments aux quelque soixante-dix personnes qui ont participé aux journées de travail du Réarmement moral à Vigy, entre Metz et Thionville, du 1^{er} mai au 3 mai.

La crise de la sidérurgie a mis cette région à la « une » de l'actualité. C'est pourquoi le Réarmement moral a voulu tenir là ses réunions de printemps. Lors de la séance d'ouverture, des Lorrains ont brossé un tableau de la situation économique et humaine et de l'effort constant dans lequel ils sont eux-mêmes engagés dans cette période de restructuration.

Un programme de visites a favorisé la prise de contact avec certains aspects de l'activité régionale et a montré que, même en période difficile, l'imagination créatrice ne manque pas. Un premier groupe s'est rendu à Metz pour voir les aménagements de réhabilitation urbaine où priorité est donnée à l'homme dans le respect de l'apport des bâtisseurs des siècles derniers et où les matériaux modernes, dans certains cas de reconstruction totale, s'al-



Instantané des rencontres de Vigy : un lien s'établit entre deux familles de cultivateurs, l'une d'Angleterre, l'autre de Lorraine.

lient aux dessins d'origine. Un second groupe visitait le musée de Metz, agrandi récemment, où sont notamment mises en valeur de façon remarquable la richesse architecturale de Metz à l'époque gallo-romaine et la vie quotidienne des habitants de ce temps.

Un troisième groupe, à Amnéville et Hagondange, a pu apprécier le programme de rénovation de certaines cités



Le député Jean Laurain avec Charles Danguy, un des organisateurs des journées lorraines.

minières, entreprise qui semblait inconcevable il y a encore peu et qui a été menée à bien grâce à une consultation permanente des habitants.

Les thèmes abordés au cours des séances plénières ou par groupes ont porté, outre l'actualité politique et les problèmes sociaux, sur l'Europe, le développement et, sur un plan plus spirituel, sur la notion du dépouillement.

Un agriculteur mosellan, M. Barbé, vice-président de Lorraine-Lait, a déclaré : « Ma fréquentation de ces réunions m'aide beaucoup dans mes rapports avec les agriculteurs, sur le plan syndical. Je les vois maintenant en tant qu'hommes et amis. C'est dans cette salle, en octobre 1979, que je vous avais dit que les agriculteurs de la Moselle pourraient aider ceux d'un pays du tiers monde. J'avais pris la décision à ce moment-là de trouver un certain nombre d'amis agriculteurs pour m'aider dans ce projet. Nous som-

mes maintenant vingt à partager cette même préoccupation et notre action est sur le point de se concrétiser. »

M. Jean Laurain, député de Metz, devenu depuis ministre des Anciens Combattants, a exprimé ses convictions en tant que socialiste en insistant sur le fait qu'une évolution s'est produite dans les dix dernières années et qu'aujourd'hui, au parti socialiste, il y a plus de militants qui trouvent leur inspiration dans le christianisme que dans le marxisme. Pour lui, le socialisme est davantage un projet pédagogique qu'un projet économique. Il a remercié les personnes présentes pour leur action « qui va sans doute beaucoup apporter à la réflexion collective qui se fait actuellement sur les conditions du bonheur et de l'épanouissement de l'homme ».

« Oratorio pour notre temps »

Une représentation de l'*Oratorio pour notre temps* a été donnée à Lens (Pas-de-Calais) dans l'église Saint-Léger le 16 mai à la demande du Centre culturel. Devant un auditoire nombreux, le chœur et l'orchestre réunissaient des artistes de quatre paroisses de la région, quelques Parisiens et Orléanais, ainsi que cinq Suissesses qui avaient tenu à faire le voyage de Lausanne.

La semaine précédente, c'était la ville belge de Hasselt qui recevait cet oratorio, chanté pour la première fois dans sa version néerlandaise, due à M. J. De Backer. Des Hollandais, qui assistaient à la représentation, ont été si touchés du message de l'œuvre qu'ils l'ont inscrite au programme d'une importante rencontre du Réarmement moral qui a eu lieu le 30 mai à Zeist, en Hollande. L'*Oratorio pour notre temps* est l'œuvre du compositeur Félix Lisiecki, professeur de musique à l'école normale d'Arras. Le livret — le pouvoir de l'homme et le pouvoir de Dieu — a été écrit par Mlle Françoise Caubel, d'Orléans.

Au nord du cercle polaire

Gällivare, une ville du grand nord suédois, est née au début du siècle avec l'exploitation des mines de fer. Les Lapons, ou Sami, vivent de l'élevage des rennes dans cette partie de la Scandinavie (Norvège, Suède et Finlande) depuis des millénaires. Ils ressentent l'implantation d'industries, la construction de routes et de barrages, les découvertes récentes de gaz et de pétrole, comme autant de menaces à l'équilibre naturel dont dépend leur survie. Ils se sentent ignorés des « décideurs » du sud qui doivent faire aujourd'hui face à une grave crise économique.

Emus par ces tensions, plusieurs personnes, dont un médecin de l'hôpital de Gällivare, Maria Moberger, et un industriel de Kiruna, ont organisé sur ce problème un colloque de trois jours sous les auspices du Réarmement moral. Industriels, hommes d'affaires et représentants du peuple lapon ont pu s'exprimer et dialoguer en toute franchise.

M. Kim Beazley aux Etats-Unis

M. Kim Beazley, ancien ministre australien de l'Education, vient d'effectuer un séjour de trois mois aux Etats-Unis, notamment à San Francisco, Washington et Atlanta. A Washington, il a été reçu à un repas réunissant neuf députés du Congrès et cinquante-cinq membres du corps diplomatique de pays d'Afrique et des Caraïbes. En le présentant, le député Bennett, de Floride, a exprimé son appréciation à l'égard de Frank Buchman, fondateur du Réarmement moral, qui l'avait aidé « à devenir un dirigeant désintéressé ». M. Beazley a évoqué l'expérience spirituelle qu'il a faite à Caux et qui a été le support de toute l'action menée par son ministère en faveur des aborigènes australiens.

Militants sans frontières

Entretien avec Georges et Odette Barrier

Le Blanc-Mesnil : une ville de la banlieue parisienne. Dans une rue commerçante, une enseigne indique un petit atelier de cordonnerie. A l'arrière se trouve une habitation à un étage : c'est là que demeurent Georges et Odette Barrier, âgés respectivement de 74 et 63 ans. Ils s'apprêtent à partir au Canada pour un troisième séjour en quatre ans. Ils sillonnent aussi souvent la France pour transmettre une expérience faite la première fois il y a trente ans !

Odette : Lorsque, jeunes mariés, nous nous sommes établis ici, en 1938, il y avait déjà la cordonnerie, où mon père s'installa avec un apprenti. La maison que nous habitons maintenant n'existait pas : c'était une baraque en bois que nous avons transformée peu à peu. Georges était électricien au métro. Quand il rentrait le soir, il remettait son bleu de travail et devenait maçon ou menuisier : par exemple, il montait un mur dont le ciment avait été préparé dans l'après-midi par un voisin qui, lui, travaillait de nuit à la S.N.C.F. Oui, notre maison s'est construite comme cela, en partie grâce à des coups de mains et des aides providentiels. Pendant plusieurs années, c'est dans une sorte de chantier permanent que nous avons vécu avec nos trois enfants.

Changer : Les journées de travail devaient être longues pour vous pendant ces années de construction.

Georges : Même les dimanches étaient bien remplis ! A l'époque, nous étions aussi engagés aux côtés de ce qu'on appelait des chrétiens progressistes pour travailler dans le sous-prolétariat ; on parlerait du quart-monde aujourd'hui. Ma femme a organisé le patronage laïque municipal pour permettre à des enfants de familles pauvres de venir jouer quelque part plutôt que dans la rue.

- Qu'est-ce qui sous-tendait un tel altruisme ?

Georges : C'était un peu comme une suite logique à des années de scoutisme. Odette et moi nous en avons fait, elle jusqu'à l'âge de 31 ans et moi jusqu'à 43 ans ! La devise des scouts était « Sois prêt ». Il régnait un esprit de service et de gratuité dans lequel nous avons grandi.

Odette : Georges venait d'une famille

protestante ; pour ma part, je n'avais pas reçu d'éducation religieuse mais mes parents étaient des gens épris de justice. J'ai hérité d'eux cette passion pour la justice. En travaillant au service des plus pauvres, j'avais le sentiment de réparer par petits bouts les injustices de la société.

Georges : La guerre et ses drames ont aussi été l'occasion d'une nouvelle prise de conscience de l'état du monde. A Drancy, la commune voisine, les juifs étaient regroupés par les nazis avant d'être expédiés ensuite on ne sait où. Nous avons pensé : il n'est pas possible que Dieu n'ait pas son mot à dire dans cette situation et nous avons eu le sentiment que son mot, ça passait précisément par nous. Au lendemain de la guerre, je me suis lancé dans l'action syndicale et nous sommes devenus militants au parti socialiste.

- Que représentait le syndicalisme pour vous ?

Georges : Pas seulement une machine à revendiquer des salaires plus élevés ou plus de vacances mais un moyen de lutter pour que chaque homme puisse élever ses enfants dans la dignité. Le syndicalisme a pour mission de faire prendre conscience au travailleur qu'il n'est pas un éternel mineur auquel on dit ce qu'il doit faire, quelqu'un qui subit ; il doit se battre pour obtenir la transformation de la société.

Le syndicalisme a une vocation internationale : la solidarité entre les travailleurs du monde entier dont il doit défendre les intérêts en toute circonstance quand ils sont menacés.

- Revenons-en au lendemain de la guerre...

Georges : Un jour nous avons eu le sentiment que notre travail au service des plus déshérités apportait un certain soulagement à la misère que nous voyions autour de nous mais que les injustices qui en étaient à l'origine subsistaient. Nous avons éprouvé un sentiment d'inefficacité : nous ne travaillions qu'au niveau des symptômes. Il nous arrivait de buter sur des obstacles comme l'ambition d'un simple fonctionnaire, qui suffisait à nous bloquer dans notre action.

Odette : C'est à cette époque, au début des années 50, que nous avons rencontré des équipes du Réarmement moral. Nous

allions découvrir un moyen de lutter beaucoup plus efficace que toutes les actions sociales et politiques jusque-là entreprises. La racine des problèmes, c'était la nature humaine et son besoin de changement. C'est ce que nous avons alors entrevu. Je voulais que le monde change et pour cela, je voulais un changement des structures de la société, mais j'apprenais que sans un changement des individus par l'intérieur, cela ne servait à rien.

Georges : Depuis vingt ans, nous étions des piliers d'église, nous faisons le catéchisme mais nous n'avions jamais pensé que nous pouvions contenir en nous-mêmes des obstacles au changement. Un jour, je me suis trouvé voyageant en train avec un homme qui a joué un rôle important dans mon changement. Pendant tout le trajet, entre Paris et Saint-Etienne, je n'avais cessé de déverser sur lui toutes mes rancœurs contre les pa-



trons. A la fin du voyage, cet homme qui m'avait écouté sans dire un mot m'a simplement déclaré : « Je comprends tout ce que vous ressentez, mais je voudrais vous dire une chose : ce n'est jamais comme cela que vous gagnerez un patron. » Il était lui-même chef d'entreprise. Cela m'a fait réfléchir, croyez-moi. J'ai compris que lorsque je critique les gens, je ne peux pas les aider ; il y a en moi la volonté de démolir l'autre. Si je n'aime pas un homme, ce n'est pas la peine que je me batte pour qu'il change.

- Vous parliez d'obstacles au changement en vous-même...

Georges : Oui, un autre exemple. Au syndicat, un camarade m'avait dit que l'important dans les confrontations, c'était d'avoir toujours le dernier mot : à ce prix, pour vaincre un interlocuteur, j'étais prêt

à altérer la vérité. A l'atelier, je me servais en outils dont j'avais besoin chez moi, estimant que je ne faisais que reprendre ce que le patron nous volait. Ce sont des choses comme cela qui faussent les relations humaines et entravent notre efficacité dans la construction d'une société meilleure. Nous sommes des milliers de gens de bonne volonté, avec une certaine foi et fidélité en certains principes, mais notre relativisme est un frein à notre efficacité. Le Réarmement moral nous proposait des critères moraux absolus, entre autres l'honnêteté. J'avais le désir profond de transformer le monde dans lequel nous vivions. Aussi j'ai décidé de prendre au sérieux ces absolus et de pratiquer un moment de silence quotidien pour me situer en face de ces nouveaux critères de vie. La première pensée qui s'est imposée à moi fut : si tu veux changer le monde, commence par toi-même.

- Cette rencontre avec le Réarmement moral a-t-elle eu d'autres suites ?

Georges : Nous avons participé, ma femme et moi, à des actions contribuant à répandre ces idées en France, en Grande-Bretagne, en Inde ; Odette est allée au Brésil. Le changement de la société humaine ne se poursuit pas dans un pays seulement. En France, dans les années 50, des régions industrielles étaient gravement atteintes par les bouleversements économiques de l'époque et nombre d'entreprises étaient condamnées à fermer leurs portes. A cette époque, aux côtés d'un industriel qui voulait sauver sa région, nous nous sommes efforcés d'amener entre les différents milieux sociaux un état d'esprit qui permette de chercher des solutions à une situation apparemment désespérée. Des milliers de travailleurs allaient se retrouver sans emploi. Nous étions venus avec un groupe varié pour aider à créer le climat de confiance indispensable entre patrons et ouvriers afin que puissent s'élaborer des solutions favorables aux uns et aux autres. Dans un effort de compréhension mutuelle et un souci de justice, des idées ont germé et, de fait, par la suite, des emplois ont été créés

pour des milliers d'ouvriers. Quand la confiance s'établit, les trois-quarts des problèmes sont résolus !

- La France vient d'élire un président socialiste ; quelle est pour vous la contribution de la pensée socialiste à l'édification de la société ?

Odette : Le socialisme apporte l'espoir d'une plus grande participation des gens à la vie du pays, au gouvernement même. C'est une nouvelle chance aussi pour le syndicalisme de trouver sa place et son rôle : former les travailleurs à leurs responsabilités sociales.

- Quel est l'atout le plus précieux pour vivre dans le monde actuel ?

Georges : Une foi et une passion. Une foi pour tout oser, tout risquer, une passion pour pouvoir persévérer, même quand tout semble s'opposer.

Odette : Une confiance que Dieu a un plan pour le monde et que l'homme peut se laisser diriger par Lui.

Propos recueillis par Nathalie O'Neill

UN LIVRE UNE IDÉE

Rencontre avec le Cardinal König

Hélène Guisan-Démétriadès analyse l'ouvrage « L'Eglise est Liberté » d'Yvonne Chauffin

Je ne connais pas de livre plus tonique que celui qu'Yvonne Chauffin a consacré au cardinal König, archevêque de Vienne, sous le titre *L'Eglise est Liberté* (Editions Robert Laffont). Il s'agit d'une série d'entretiens qui sinuent librement le long de la vie et de l'action du cardinal, mêlant les éléments biographiques aux réflexions spirituelles et aux récits d'un témoin des événements de notre siècle.

Le cardinal a étudié chez les Bénédictins de Melk sur le Danube, à l'ombre de la vieille abbaye bénédictine fondée au 11^e siècle. L'exemple de certains de ses maîtres, « témoins de l'absolu, engagés dans une aventure au-delà des limites humaines », l'orienta très tôt vers la prêtrise.

Affamé de savoir, il étudie, dès l'âge de dix ans, le latin, puis l'anglais, le français, le grec, l'espagnol, l'hébreu, le sanscrit, l'ancien iranien, persuadé que l'étude passionnante des langues lui permettra « de mieux connaître et aimer des hommes très différents de lui ». Il poursuit ses

études supérieures au Collège germanique de Rome dirigé par des Jésuites. Il voudrait bien s'engager lui aussi dans leur ordre. Mais on lui fait comprendre que l'Eglise a besoin de prêtres séculiers bien formés. Il s'incline et l'on retrouve, jalonnant sa vie, une série de ces actes d'obéissance à ses supérieurs qui semblent le détourner dans l'immédiat des tâches pour lesquelles il se sent le plus apte, mais qui le rapprochent, peu à peu, à son insu, de sa détermination essentielle.

Vicaire de la petite paroisse de Sankt Pölten, au sud-ouest de Vienne, il a grand peine à faire admettre de son évêque et son curé ses travaux sur « Les Archanges dans l'Ancien Testament et la religion de Zoroastre ». Il s'en tire grâce à une forte santé qui lui permet d'étudier Zoroastre dans le texte, de nuit, tandis qu'il exerce son ministère de jour. Les enfants et les paysans de sa paroisse le ramènent, comme il le dit lui-même, au réel de l'existence.

Grâce à une bourse qui doit le préparer à assumer un enseignement universitaire à Salzbourg, le voilà en France, suivant avec passion des cours de journalisme et de sociologie. Au bout de six mois, l'évêque, intraitable, lui écrit : « Nous avons besoin de bons prêtres et non de prêtres savants. Rentrez sur l'heure. » Cette fois encore, le jeune prêtre obéit et rentre à Sankt Pölten. « J'ai beaucoup souffert de tout cela, mais lorsqu'on croit vraiment à Dieu, on ne coupe pas sa vie en tranches, on s'efforce de l'unifier et de se soumettre tout à fait à la volonté divine. » Bientôt, il devient aumônier des lycéens et étudiants de sa ville.

Vient l'époque de l'Anschluss qui ouvre les yeux de tous ceux qui, par peur du communisme, s'étaient laissés tenter par le nazisme. Des réseaux de résistance s'organisent qui couvrent la fuite des Juifs recherchés par la Gestapo. L'abbé König y prend part. Durant toute la guerre, à Vienne comme à Sankt Pölten, publie-

ment et en secret, il enseigne aux jeunes gens qu'il rassemble dans la forêt à refuser, comme chrétiens et comme Autrichiens, les ordres contraires à leur conscience, à risquer leur vie pour des valeurs spirituelles, à sauver de la déportation tous ceux qu'ils peuvent.

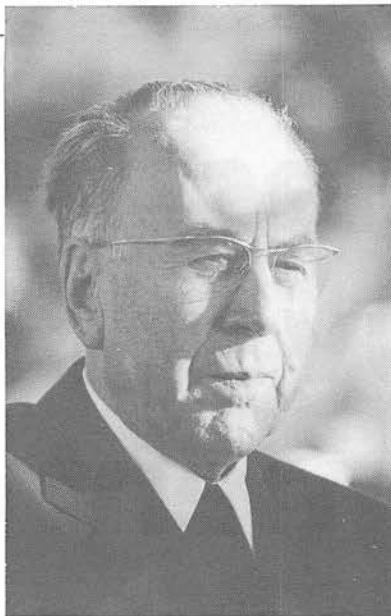
Après la guerre, au prix d'un travail intense, l'abbé König devenu évêque-adjoint à Sankt Pölten, continue à mener de front ses travaux d'historien des religions et les tâches multiples de son ministère. « Un prêtre qui ne fait pas de ministère n'est ni un bon prêtre ni un bon professeur, car il perd le sens de la vie et du contact avec les autres et il n'exerce pas complètement son sacerdoce. »

De plus en plus, la vie de l'évêque se confond avec celle de son Eglise. En 1959, il prend une part essentielle aux travaux préparatoires de la commission chargée de dégager les thèmes du concile du Vatican, les ramenant de 90 à 16. Pour lui, l'acte majeur du concile n'a pas été la réforme de la liturgie qui a tant agité l'opinion publique, mais bien le texte conciliaire sur la liberté religieuse. Au terme d'une véritable bataille entre 2 850 évêques, le concile a affirmé le droit de la personne d'échapper à toute contrainte en matière religieuse, quel qu'en soit le motif. Ce droit, lié à la dignité de l'être humain, n'est contraire ni à la Révélation ni aux Ecritures. Sa reconnaissance a été le préalable nécessaire au dialogue avec les non-chrétiens et les incroyants.

« Nous faisons d'une manière constante l'expérience de l'unité du genre humain et de sa communauté de destin. La tâche décisive des croyants est d'expérimenter cette unité et de lui donner sa réalité dans l'histoire... Si le monde actuel doit accorder une place au christianisme, ce dernier doit se révéler comme une force de liaison et de réconciliation, non de haine et de guerre. » L'Eglise n'élude pas le caractère unique de sa révélation et son devoir d'annoncer le salut en Jésus-Christ. Mais elle reconnaît que tous les hommes sont fils d'un même père. « L'humanité entière étant ordonnée dès le début au Christ, les hommes qui, en toute bonne foi, suivent leurs convictions propres sont reliés à l'unique peuple de Dieu. »

Ouvertures

Si le pape Jean XXIII a rompu le premier l'isolement de l'Eglise d'avec le monde, c'est Paul VI qui a institutionnalisé le dialogue, créant trois secrétariats distincts pour le dialogue avec les chrétiens séparés, les croyants d'autres religions et avec les incroyants. Bien qu'historien des religions, le cardinal dut accepter, une fois de plus, de faire taire ses préférences pour



présider le Secrétariat pour le dialogue avec les non-croyants, auquel le pape Paul VI le désigna d'office, malgré ses protestations d'incompétence. « Usus docebit » lui dit simplement le pape, c'est-à-dire qu'en forgeant, vous deviendrez forgeron.

En 1960, le cardinal manque de perdre sa vie dans un accident de voiture. Une longue convalescence lui fait approfondir les desseins de Dieu pour lui et l'Eglise. En tant qu'archevêque de Vienne, il prend conscience de sa responsabilité vis-à-vis des Eglises orientales et orthodoxes. Vienne lui apparaît comme le dernier relais entre l'Eglise libre et l'Eglise prisonnière. Dès 1963, il rend régulièrement visite au cardinal Mindszenty, réfugié depuis 1956 à l'ambassade des Etats-Unis, à Budapest. Il s'entretient entre lui et le pape et adoucit de son amitié l'ultime et douloureux exil à Rome, puis à Vienne.

Le cardinal König devient l'homme de toutes les ouvertures. Ouverture sur les Eglises derrière le rideau de fer. Ouverture et dialogue avec l'Eglise orthodoxe. En 1963, à la demande de Jean XXIII, il se rend auprès du patriarche Athénagoras, à Istanbul, et s'en fait un ami. Cette amitié s'approfondit au cours des deux mois que le patriarche passera à Vienne pour un traitement médical. Suivront la visite de Paul VI à Athénagoras et la levée historique des anathèmes réciproques de 1054 qui avaient consommé le schisme des Eglises d'Orient et d'Occident pour près de mille ans.

Ouverture encore sur l'islam. En 1965, il est invité à parler du monothéisme à l'université de théologie islamique d'El Hazar, au Caire. Honneur insigne qu'il ressent comme une des heures les plus solennelles de son existence. « Nous devons nous accepter fraternellement dans nos différences, éclairer nos points communs, mettre en veilleuse ce qui nous sépare... Le but du dialogue est de nous enrichir par une écoute différente de la

parole de Dieu qui permet en fin de compte de mieux vivre de Lui. »

Tout cela ne se fait pas sans peine. Critiques et calomnies ne manquent pas. Les uns taxent le cardinal d'aventurier ou de « cardinal rouge », les autres le trouvent réactionnaire. Cependant, lors de son intronisation à la cathédrale de Saint-Etienne à Vienne, « il avait su d'une certitude inébranlable que les horribles pierres de la lapidation devraient lui parler plus fort que les pierres harmonieuses de sa chère cathédrale ». Ces pierres cruelles, il ne les a pas cherchées ; il s'y est soumis, payant le prix pour devenir cet homme du dialogue dont il rêvait, enfant, passionné de langues et de cultures étrangères.

Le cardinal, nous l'avons vu, a toujours été prêt à mettre en veilleuse ses goûts et ses aspirations d'intellectuel. Pour nous, il n'y a rien perdu. Si légitimes que soient les projets d'un homme pour sa propre existence, ils sont petits à côté des desseins de Dieu pour lui. Sans doute, est-ce notre obstination à vouloir nous accomplir à notre idée qui limite le plus la grandeur du plan divin. Grâce à son humilité et à sa capacité d'obéissance, le cardinal est devenu un puissant instrument de Dieu, non seulement pour le renouveau de son Eglise mais pour le rassemblement spirituel du monde d'aujourd'hui.

Une force imprévisible

« Les conciles ne sont pas des événements propres à l'histoire de l'Eglise. Ils s'insèrent au cœur de l'histoire humaine. »

C'est bien là le sentiment qu'éprouve le lecteur. A travers la vie d'un homme et d'une Eglise, il voit progresser, sur un plan planétaire, une force qui pousse les hommes vers plus de compréhension, d'unité et d'amour. Les progrès de cette force ne sont pas rectilignes. Ils n'apparaissent pas au grand jour, masqués le plus souvent par l'horreur des guerres, des exodes, des famines et des formes innombrables de l'injustice humaine. Mais cette force existe et va son chemin, surgissant, imprévisible, dans un continent ou l'autre, animant des hommes inspirés, conducteurs de peuples comme Sadate ou le Dalaï Lama – ou chef d'Eglise comme le pape Jean-Paul II – qui osent des actes de courage et d'amour.

Cette force qui s'exerce sur tous les hommes de la terre inspire aussi le cardinal et lui permet d'éviter les doubles écueils du syncrétisme et du prosélytisme, dans sa recherche de l'unité. Homme du dialogue, il parvient à s'ouvrir totalement à l'autre en restant fidèle à lui-même et à donner un témoignage sans essayer d'imposer sa foi à autrui. Il se contente d'écouter et d'aimer ses interlocuteurs et s'en remet à l'Esprit qui souffle où il veut pour réunir en Lui les hommes divers

**Comblés, vous ne
pouvez l'être
réellement que si
votre compagnie
ne se contente
pas d'assurer son
service, mais qu'elle
est réellement
à votre service.**

swissair  1931
1981